

Herzlich willkommen zum 5. Kleinbankensymposium

Valiant Lounge 1

24. Mai 2022

Concentration du marché, les chemins choisis

Xavier Deschenaux, Autorisations

24 mai 2022

Agenda

1. Bref aperçu de l'évolution du marché
2. Liquidation volontaire vs levée d'assujettissement
3. Fusion

1. Bref aperçu de l'évolution du marché (1/2)

Unterstellte Banken

per 31. Dezember

	2021	2020	2019	2018	2017
Banken	241	252	256	259	272
– davon ausländisch beherrscht	67	69	71	80	86
– davon Zweigniederlassungen ausländischer Banken	26	25	24	26	29
– davon in Aufgabe der Geschäftstätigkeit	6	6	8	7	16
Raiffeisenbanken	219	225	229	246	261
Vertretungen ausländischer Banken	44	47	51	49	53
TOTAL	504	524	536	554	586

Unterstellte Wertpapierhäuser

per 31. Dezember

	2021	2020	2019	2018	2017
Wertpapierhäuser	45	44	46	46	48
– davon ausländisch beherrscht	11	10	9	9	12
– davon Zweigniederlassungen ausländischer Wertpapierhäuser	11	11	11	13	11
– davon in Aufgabe der Geschäftstätigkeit	1	2	3	1	6
Vertretungen ausländischer Wertpapierhäuser	31	29	35	36	41
Ausländische Teilnehmer an Schweizer Handelsplätzen	100	95	112	102	137
TOTAL	176	168	193	184	226

1. Bref aperçu de l'évolution du marché (2/2)

Marktentwicklung Banken und Wertpapierhäuser

Neubewilligungen Banken und Wertpapierhäuser

Anzahl Institute, Januar bis Dezember

	2021	2020	2019	2018	2017
Banken	5	5	3	2	4
– davon Zweigniederlassungen	2	3	1	1	3
Wertpapierhäuser	1	2	2	4	2
– davon Zweigniederlassungen	0	0	0	2	1
TOTAL	6	7	5	6	6

Marktaustritte Banken und Wertpapierhäuser

Anzahl Institute, Januar bis Dezember

	2021	2020	2019	2018	2017
Banken	3	4	2	12	9
– davon Zweigniederlassungen	2	1	1	5	4
Wertpapierhäuser	0	2	2	4	5
– davon Zweigniederlassungen	0	1	0	0	2
TOTAL	3	6	4	16	14

2. Liquidation volontaire vs levée d'assujettissement (1/4)

1. Liquidation volontaire selon le Code des Obligations (art. 739ss CO)

La décision de dissolution prise par l'assemblée générale fait entrer la société dans la procédure de liquidation, ce qui a pour effet d'orienter le but social vers la liquidation de la société avec pour objectif sa radiation au registre du commerce.

2. Levée d'assujettissement

Suite à la décision de son assemblée générale de cesser les activités soumises à autorisation, la société entre dans une procédure de suppression de toutes les positions dignes de protection, dont l'objectif est la levée de l'assujettissement de la société, tout en continuant d'exister.

2. Liquidation volontaire vs levée d'assujettissement (2/4)

	Liquidation volontaire	Levée d'assujettissement
Décision	Assemblée générale	Idem
Organes	Nomination des liquidateurs	Organes actuels
Bilan	Bilan de liquidation	Bilan intermédiaire
Protection des créanciers	Information aux créanciers et sommation de faire valoir leurs prétentions par un triple appel aux créanciers dans la FOSC et selon la forme prévue par les statuts	Idem

2. Liquidation volontaire vs levée d'assujettissement (3/4)

	Liquidation volontaire	Levée d'assujettissement
But et raison sociale	Limitation du but à la réduction de l'activité Ajout des termes "en liquidation" à la raison sociale	Adaptation des statuts et du règlement d'organisation (suppression de l'activité assujettie et des références à l'activité bancaire dans la raison sociale)
Autres devoirs	Terminer les affaires courantes, recouvrir les créances, réaliser les actifs et exécuter les engagements de la sociétés	Idem, mais limité à l'activité commerciale soumise à autorisation
Société d'audit	Emission d'un rapport final, confirmation de la fin de la liquidation et confirmation de l'absence d'objection à la radiation	Emission d'un rapport final, confirmation qu'il n'y a plus d'activité assujettie et plus d'intérêt digne de protection et absence d'objection
Surveillance prudentielle	La société reste soumise à la surveillance de la FINMA jusqu'à sa radiation au registre du commerce	La société reste soumise à la surveillance de la FINMA jusqu'à la notification de la décision de levée d'assujettissement

2. Liquidation volontaire vs levée d'assujettissement (4/4)

Problèmes récurrents

Clients

- Litiges
- Avoirs sans nouvelles
- Clients non coopératifs

Assets

- Avoirs illiquides
- Avoirs non-déclarés

Conditions d'autorisation

- Organisation adéquate
- Capital

3. Fusion (1/8)

Types de fusions

Fusion par **absorption** résulte de la reprise d'une société par une autre (art. 3 al. 1 let. a LFus)

Fusion par **combinaison** résulte de la réunion de deux sociétés en une nouvelle entité (art. 3 al. 1 let. b LFus)

3. Fusion (2/8)

Fusions transfrontières

- Fusion de l'étranger vers la Suisse (art. 163a LDIP)

Une société suisse peut reprendre une société étrangère (**absorption par immigration**) ou s'unir à elle pour fonder une nouvelle société suisse (**combinaison par immigration**).

- Fusion de la Suisse vers l'étranger (art. 163b al. 1 LDIP)

Une société étrangère peut reprendre une société suisse (**absorption par émigration**) ou s'unir à elle pour fonder une nouvelle société étrangère (**combinaison par émigration**).

3. Fusion (3/8)

Fusion simplifiée

- Lorsqu'une société reprend une **filiale** détenue à 100% (art. 23 al. 1 let. a LFus) ou
- Lorsque deux **sociétés sœurs** fusionnent (art. 23 al. 1 let. b LFus).

3. Fusion (4/8)

Principales caractéristiques

- Contrat de fusion en la forme écrite
- Rapport de fusion
- Vérification du contrat, du rapport et du bilan par un réviseur agréé
- Droit de consultation des associés (30 jours avant décision)
- Décision de fusion en la forme authentique (approbation par l'AG)
- Maintien des parts sociales et des droits de sociétariat
- Augmentation de capital
- Bilan ≤ 6 mois

3. Fusion (5/8)

Fusion

- Contrat de fusion
- Rapport de fusion
- Vérification pour un réviseur
- Droit de consultation
- Décision de fusion par l'assemblée générale

Fusion simplifiée

- Contrat de fusion simplifié
- Rapport de fusion facultatif
- Pas besoin de vérification
- Pas de droit de consultation
- Décision de fusion par le conseil d'administration

3. Fusion (6/8)

Principales information à fournir à la FINMA

- Contrat de fusion
- Rapport de fusion
- Bilan de fusion (pro forma après fusion)
- Rapport du réviseur agréé
- Décisions de fusion des deux établissements
- Prise de position de la société d'audit de la banque repreneur (respect des conditions d'autorisation)
- Confirmation d'absence d'objection à la radiation de l'entité reprise par sa société d'audit
- Impact de la fusion sur les conditions d'autorisation de l'entité repreneur (statuts, ROG, organes, organisation, activité, sort des éventuelles filiales, succursales, représentations, surveillance consolidée, activité liée au fonds de placements, etc...)

3. Fusion (7/8)

Effets juridiques

- La fusion déploie ses effets dès son **inscription au registre du commerce** (art. 22 al. 1 1^{ère} phrase LFus)
- Dès cette date, l'ensemble des actifs et passifs de la société transférante sont **transférés de par la loi et en un seul acte** (transfert par voie de succession à titre universel) à la société repreneur (art. 22 al. 1 2^{ème} phrase LFus)
- La **radiation** de la société transférante intervient simultanément avec l'inscription de la fusion (art. 21 al. 3 LFus)

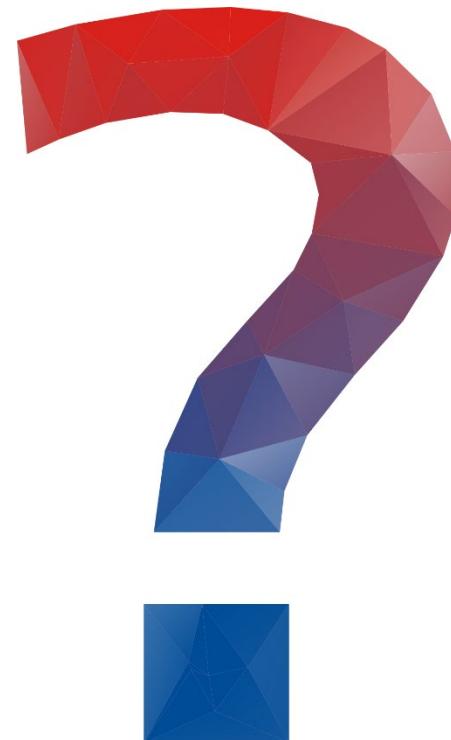
3. Fusion (8/8)

Protection des créanciers

La société reprenante **garantit les créances** des créanciers des sociétés qui fusionnent si ceux-ci l'exigent dans un délai de **trois mois** à compter de la date à laquelle la fusion déploie ses effets (art. 25 al. 1 LFus).

Les créanciers sont informés de leurs droits par une **triple publication dans la FOSC** (art. 25 al. 2 1^{ère} phrase LFus).

L'inscription de la fusion entraînant la radiation de la banque transférante, un **triple appel aux créanciers** dans la FOSC est nécessaire.





Criptoassets

Stato degli sviluppi normativi a livello internazionale e nazionale

Christian Capuano, Responsabile della gestione del rischio

24 maggio 2022

Criptoassets nell'ambito degli sviluppi normativi

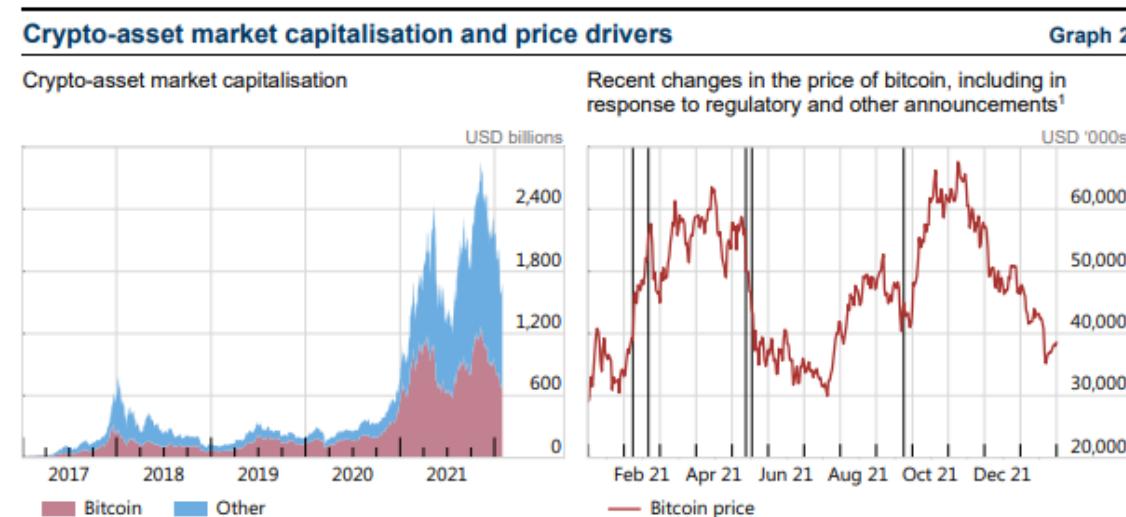
Quali criptoassets?

- I criptoassets vengono definiti come attività digitali private che si basano principalmente sulla crittografia e su tecnologie di registro distribuito o tecnologie similari
Financial Stability Board (2020): <https://www.fsb.org/wp-content/uploads/P131020-3.pdf>
- Gli assets digitali sono una rappresentazione digitale di valore e possono essere utilizzati a scopo di pagamento o investimento o per accedere a merci o servizi
- In pratica, gli sviluppi normativi hanno come oggetto le seguenti attività:
 - Assets tradizionali tokenizzati
 - *Stable-coins*
 - Criptoassets «unbacked»
 - Prodotti derivati aventi come sottostante qualsiasi tipo di criptoasset

Sviluppi internazionali: 2020-2021

Criptoassets identificati come una delle principali priorità politiche

- Nel 2020, il Comitato di Basilea per la Vigilanza Bancaria (BCBS) ha identificato i criptoassets come una priorità politica e istituito un gruppo di lavoro dedicato, allo scopo di definire il trattamento prudenziale dei criptoassets.
- Anche il Financial Stability Board (FSB) sta seguendo da vicino gli sviluppi, in particolare per quanto concerne la crescita globale delle valute digitali e i rischi che tali beni potrebbero comportare per la stabilità finanziaria



¹ The first line indicates the date of Tesla's announcement to accept bitcoin as means of payment (08.02.2021). The second line indicates the day Elon Musk is tweeting that bitcoin prices "seem high" (20.02.2021). The third line indicates the day of Tesla's announcement to suspend purchases of vehicles made using bitcoin (13.05.2021). The fourth line indicates the announcement by Chinese regulatory authorities that banned financial institutions from providing cryptocurrency-related services (18.05.2021). The fifth line indicates the announcement by Chinese regulatory authorities that declared crypto-asset activities as illegal (24.09.2021).

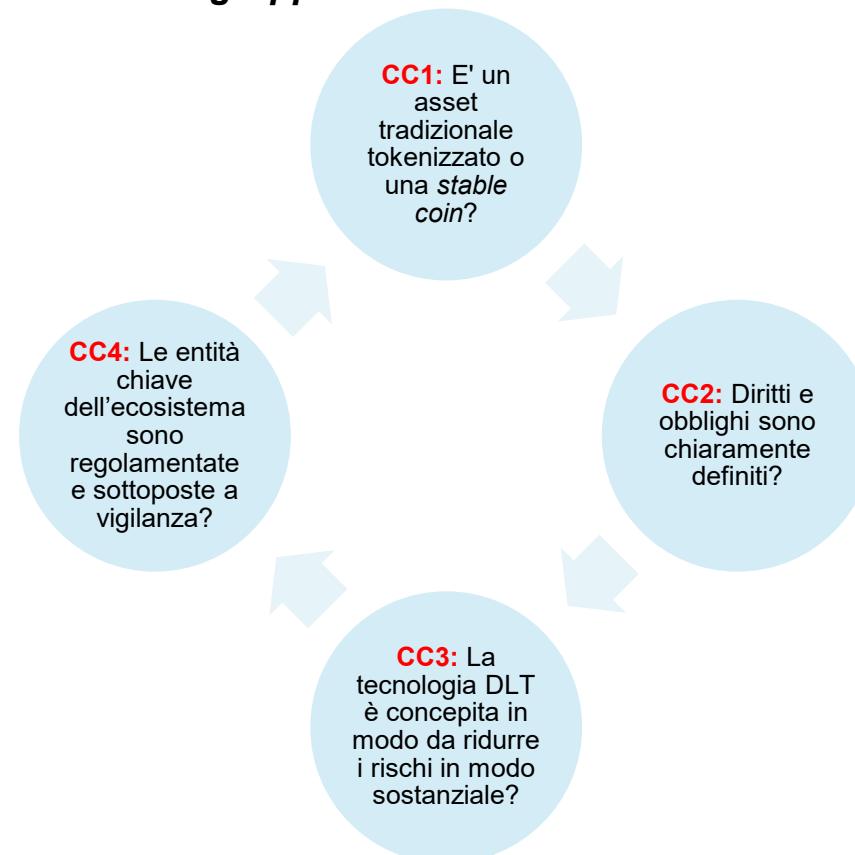
Sources: Coin Dance, CoinGecko.

BCBS 2021 Consultazione

1/2

BCBS Documento consultivo giugno 2021 - fase 1: condizioni di classificazione

- Le attività vengono esaminate alla luce di 4 condizioni di classificazione (CC) - i criptoassets che soddisfano tutte le condizioni sono idonei a entrare nel **gruppo 1**

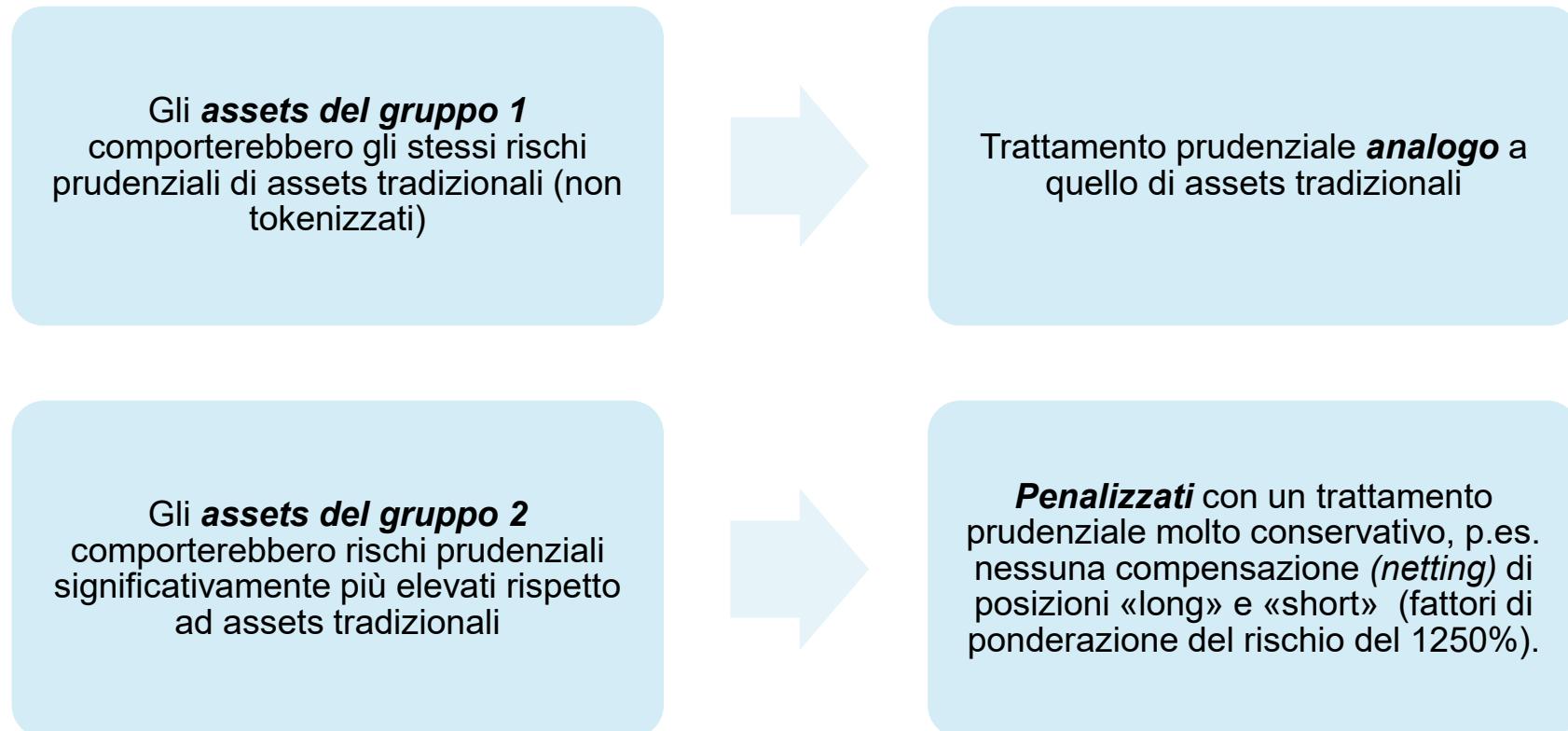


- Gli assets che non soddisfano anche una sola delle condizioni confluirebbero nel **gruppo 2**

BCBS 2021 Consultazione

2/2

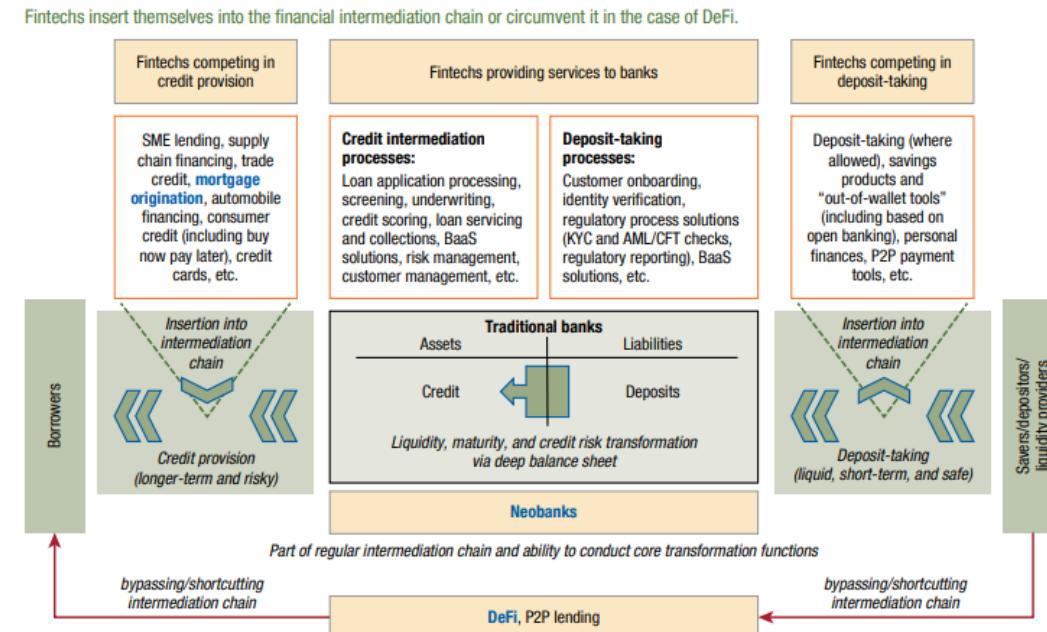
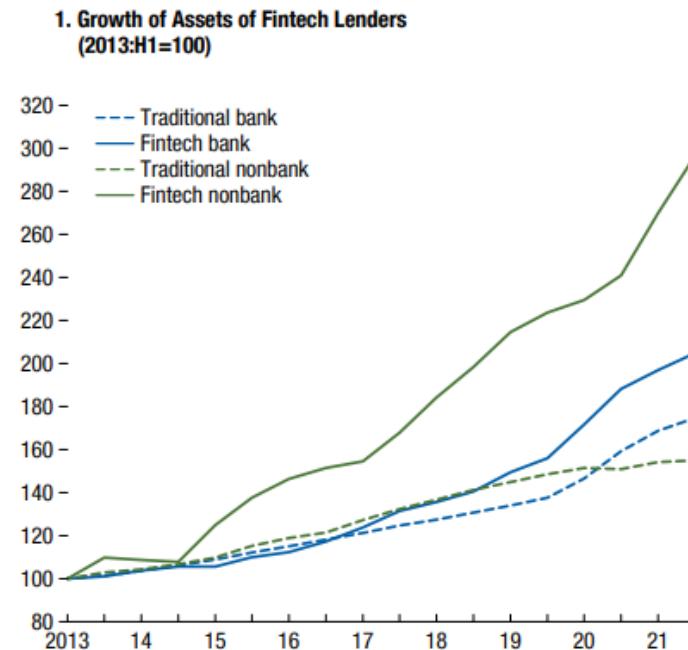
BCBS Documento consultivo giugno 2021 - fase 2: requisiti prudenziali



Sviluppi internazionali 2022

I criptoassets rimangono una priorità politica fondamentale insieme agli sviluppi globali in ambito fintech

- Le autorità di regolamentazione e le agenzie internazionali continuano (i) ad analizzare i rischi comportati e le opportunità offerte dai criptoassets, essendo gli stessi connessi agli sviluppi in ambito fintech; (ii) ad adoperarsi per ottimizzare e finalizzare il trattamento prudenziale per il settore bancario.



Sviluppi nazionali

Gli sviluppi nazionali nella regolamentazione seguono il calendario internazionale

- La FINMA non ha emesso alcun regolamento sul trattamento prudenziale dei criptoassets
- La FINMA sta contribuendo attivamente agli sviluppi internazionali, in particolare presso il BCBS e il FSB
- La FINMA dà un riscontro sul trattamento prudenziale per le esposizioni in cui potrebbero incorrere le entità sottoposte a vigilanza.
- Gli sviluppi in ambito fintech e nei criptoassets costituiscono un tema importante nell'ambito della vigilanza, poiché il numero di aziende svizzere che operano nel campo della tecnofinanza è in crescita ed è rimasto relativamente stabile nel recente passato (cfr. grafico)



Fonte: Università di Lucerna di Scienze Applicate, marzo 2022

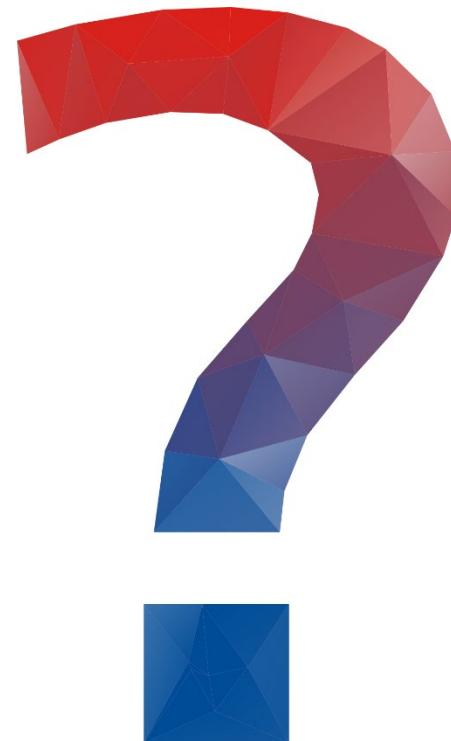
Le prossime fasi – calendario realistico - negli sviluppi normativi

Calendario internazionale

- Ci si attende che il BCBS pubbli un secondo documento consultivo nell'estate 2022.
- In base ai feedback ricevuti, è realistico aspettarsi che il Comitato si adoperi per finalizzare il quadro prudenziale entro la fine del 2022.
- Resta comunque incerto il raggiungimento tempestivo di un consenso internazionale entro la fine dell'anno.

Calendario nazionale

- La FINMA non intende pubblicare alcuna regolamentazione prima che sia stato raggiunto un accordo internazionale.
- La FINMA continuerà a seguire e a contribuire agli sviluppi internazionali sulla normativa in materia di criptoassets.
- Si prega di rivolgersi alla FINMA qualora il proprio istituto finanziario intenda detenere esposizioni in criptoassets, in modo da discutere i requisiti prudenziali appropriati che potrebbero essere applicabili al caso concreto.



Time for lunch

Guten Appetit! Bon appétit! Buon appetito! Enjoy your meal!

24 maggio 2022